

AP n° 2024-APC-128-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
relatif à la modification en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement

**Société JEAN GUENEAU ET CIE, dont le siège social est situé à SAINT-MEMMIE
pour l'activité de traitement de matières de vidange et de curage
exploitée sur les communes de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE et SAINT-MEMMIE**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, en particulier l'article R.181-46 relatif aux modifications notables ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-APC-106-IC du 3 octobre 2018 abrogeant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-A-124-IC du 29 novembre 2012 ;

Vu la demande présentée en date du 25 janvier 2023 par la société JEAN GUENEAU ET CIE dont le siège social est situé au 29 rue Anatole Baudiet – 51470 SAINT-MEMMIE pour la modification des valeurs limites d'émissions concernant la Demande chimique en oxygène (DCO) et les chlorures des eaux industrielles issues de la station de traitement des matières de vidange et de curage ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet, la notice de sécurité et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (DREAL), Unité départementale de la Marne, du 2 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 12 juillet 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

Vu la réponse de l'exploitant formulée par mail le 15 juillet 2024 sur le présent projet d'arrêté.

Considérant que les dépassements de la DCO restent en deçà des valeurs limites d'émissions de l'arrêté du 2 février 1998 ;

Considérant qu'initialement, aucune valeur limite d'émission n'est prescrite pour les chlorures ;

Considérant qu'aucun rejet n'est effectué en milieu naturel ;

Considérant le niveau de performance atteint par la station de traitement en termes de rendement d'épuration ;

Considérant que les modifications demandées ne font pas évoluer les installations au regard des rubriques de la nomenclature, qu'elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement et qu'elles ne présentent pas un caractère substantiel ;

Considérant que la demande de modification justifie du respect des prescriptions de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les demandes, exprimées par la société JEAN GUENEAU ET CIE, ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du titre 2 du présent arrêté ;

Considérant que néanmoins ces modifications doivent être réglementées par arrêté préfectoral complémentaire.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société JEAN GUENEAU ET CIE, dont le siège social se situe au 29 rue Anatole Baudiet – 51470 SAINT-MEMMIE, faisant l'objet des demandes susvisées du 25 janvier 2023, sont régulièrement autorisées.

Ces installations sont localisées sur le territoire des communes de SAINT-MEMMIE (51470) et CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE (51000), lieu-dit « La Vallée Chaudron ».

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 2.1. VALEURS LIMITES DE REJET DES EAUX INDUSTRIELLES

L'article 2.1. du présent arrêté annule et remplace l'article 4.3.9.1. Valeurs limites de rejet de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-APC-106-IC du 3 octobre 2018 par :

L'exploitant est tenu de respecter pour les eaux industrielles et avant dilution avec les eaux pluviales et de ruissellement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres ⁽¹⁾	Concentration en moyenne 24h en mg/l
MES	30
DCO	110
DBO ₅	20
Azote global	30
Fluor ⁽²⁾	15
Phosphore	2
Hydrocarbures totaux	5
Chrome ⁽²⁾	0.1
Plomb ⁽²⁾	0.5
Cuivre ⁽²⁾	0.5
Nickel ⁽²⁾	0.5
Zinc ⁽²⁾	1
Arsenic ⁽²⁾	0.05
Mercure ⁽²⁾	0.1
Cadmium ⁽²⁾	0.1
Manganèse ⁽²⁾	1
Etain ⁽²⁾	2
Aluminium ⁽²⁾ + Fer ⁽²⁾	5
Indice phénols	0.3
Cyanure	0.1
AOX	1
Chlorures	1000 mg/l et 800 mg/l en moyenne annuelle
Sulfates	250

Remarque ⁽¹⁾ : la signification de certains paramètres

- MES (Matières en suspension), DCO (Demande chimique en oxygène), DBO₅ (Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours), F (Fluor), AOX (Composés organiques halogénés).

Remarque ⁽²⁾ : les valeurs limites valent également pour les composés de ces substances

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. DROITS DES TIERS

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne (soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 3.4. EXÉCUTION ET DIFFUSION

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, , ainsi qu'à Madame le Maire de SAINT-MEMMIE et Monsieur le Maire de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE qui en donneront communication à leurs conseils municipaux.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société JEAN GUENEAU ET CIE, 29 rue Anatole Baudiet – 51470 SAINT-MEMMIE.

Madame le Maire de SAINT-MEMMIE et Monsieur le Maire de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le **29 JUL, 2024**

**Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet de Reims
Secrétaire général par suppléance,**



Benoît LEMAIRE